



Brian Dillon

Directeur de recherche, Nexus Research Co-operative, Dublin



TIC, apprentissage électronique et développement local

Les TIC sont un auxiliaire précieux du développement local, en raison tant de leurs qualités éducatives que de leur efficacité dans la collecte d'informations et l'analyse des solutions, deux préalables indispensables à la planification stratégique. Il convient cependant de ne pas oublier que le développement local est un processus qui ne peut efficacement être conduit qu'en partant de la base et en repérant les besoins réels des communautés en développement. Il convient en outre de s'appuyer sur les ressources localement disponibles. C'est dans ces conditions, lorsqu'elles viennent soutenir, accélérer, démultiplier et diffuser des pratiques ancrées dans le local et lorsqu'elles contribuent à la réalisation d'objectifs fixés collectivement, que les TIC se révèlent d'un très grand secours.

Nexus a lancé un certain nombre de projets destinés à promouvoir l'apprentissage à distance et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans une optique principalement axée sur le développement et l'autonomisation au niveau local. Ce travail a permis de clarifier un certain nombre de principes.

Le déploiement des TIC dans l'apprentissage à distance n'a pas transformé significativement les contenus ou la démarche de la formation ou de l'apprentissage en tant que tels. Il s'est généralement traduit par un simple transfert des modalités existantes sous une forme numérique. C'est donc essentiellement le médium qui change, la relation face à face ou l'écran de télévision étant remplacés par des supports multimédias, des ordinateurs ou Internet. Cette approche comporte plusieurs défauts, à savoir:

- elle n'apporte aucune amélioration par rapport aux insuffisances des approches pédagogiques et apprenantes traditionnelles s'agissant de communautés défavorisées et de leur autonomisation;
- elle ne tire aucun bénéfice de certains aspects des TIC particulièrement intéressants dans ce contexte.

Les actions de formation et d'éducation entreprises dans un contexte de développement, tel que celui des pays les moins industrialisés ou, comme dans le cas présent, des communautés défavorisées d'Irlande, recourent souvent à des dispositifs davantage orientés vers l'action et moins formels que la salle de classe ou le lieu de travail. Les principaux acteurs dans ce domaine sont généralement des associations locales de tout type, le plus sou-

vent créées et animées par des personnes appartenant à la communauté locale, et engagées dans la défense des intérêts locaux et dans les initiatives pour le changement, la recherche et/ou la formation. Qu'elles évoluent au Pakistan ou à Plymouth, au Togo ou à Tallaght, les associations créées par la société civile pour organiser le progrès social ont souvent des besoins similaires et obéissent aux mêmes principes.

Parmi ces besoins figurent la formation et l'éducation, mais souvent dans un sens ne recoupant pas ce que les contextes institutionnels et les programmes officiels sont en mesure d'offrir. Si certaines dénominations sont semblables – formation des formateurs, éducation et formation tout au long de la vie, formation basée sur le travail –, elles désignent pour les associations des réalités absolument différentes. Il n'est pas question pour elles de se tourner vers l'extérieur pour choisir parmi un éventail de cours ceux qui conviennent le mieux à un individu ou un groupe donné. Il s'agit au contraire de considérer la situation de l'intérieur, en se demandant: **quel type de formation et d'éducation peut réellement changer les choses pour nous?**

Par ailleurs, leur approche de l'utilisation des TIC est également différente. La question pour elles n'est pas tant d'élargir l'audience ou d'accroître l'efficacité des formations existantes, ni de diffuser une supposée «excellence» éducative parmi des groupes censés en être cruellement privés. Elles ont plutôt à se poser la question suivante: **comment pouvons-nous utiliser les TIC afin d'assurer le type de formation et d'éducation permettant de changer les choses pour nous ici?**



Dans chaque cas, l'approche se caractérise par une orientation du bas vers le haut et fondée sur les besoins. Le développement local et communautaire n'a pas vocation à identifier les cours et les dispositifs de formation correspondant au désir personnel de formation des individus. Son but est de faire en sorte qu'une communauté puisse s'éduquer par elle-même, en utilisant les outils et les ressources dont elle dispose, afin de lever les obstacles qui la limitent et d'assumer son propre devenir. Cet objectif ne peut être atteint par le biais de cours et de programmes venus de l'extérieur. Il ne s'agit pas d'aller chercher ce qui peut être obtenu à l'extérieur, mais de partir de la situation présente des gens, des problèmes qu'ils affrontent et des ressources sur lesquelles ils peuvent s'appuyer.

Comprendre la motivation

Dès lors, la différence clé a trait à la motivation – telle qu'elle apparaît clairement dans la nécessité de distinguer la motivation individuelle de la motivation collective. Les gens se regroupent en une structure locale – ou en associations d'utilité sociale – pour faire face à des enjeux spécifiques de développement. Lorsqu'une communauté ou un groupe sont historiquement exclus des possibilités offertes par le système, l'enjeu pour eux consiste à identifier et à combattre les causes de cette exclusion. À cet égard, la faiblesse des acquis, mesurée d'après les niveaux reconnus formellement dans l'éducation et la formation est souvent perçue comme un lourd handicap; de ce fait, un grand nombre d'initiatives conçues et assurées par les associations locales sont principalement axées sur des activités d'éducation et de formation.

On pourrait donc imaginer que ce contexte fournit un cadre idéal pour introduire et exploiter avantageusement le potentiel offert par les TIC en matière de développement. Certains arguments semblent étayer ce point de vue:

□ les associations locales occupent une situation idéale pour assurer des formations adaptées aux membres de la communauté les plus marginalisés et menacés d'exclusion, c'est-à-dire ceux auxquels

le système formel ou conventionnel de formation et d'éducation n'a pas su apporter une réponse adéquate;

□ les TIC offrent des possibilités permettant de combler les écarts.

Si ces arguments constituent effectivement des points de départ importants, ils négligent complètement l'un des apports essentiels des TIC en matière d'exclusion sociale, dans la mesure où ils ne prennent pas en compte la vocation première de ces associations, leur raison d'être. Pour le dire le plus simplement possible, les associations se sont intéressées à la formation et aux initiatives d'éducation parce qu'elles y ont vu un moyen de renforcer les capacités locales. Dans cette optique, le perfectionnement des individus grâce à l'éducation et à la formation est considéré comme le moyen pour atteindre une fin, et non comme une fin en soi.

La différence avec les prestataires du système formel de formation devient encore plus évidente lorsque l'on considère la question de l'évaluation. Par exemple, une association peut obtenir des résultats importants et utiles dans le domaine de la formation – habituellement mesurés par le nombre de participants réussissant leur formation, le nombre de formés accédant ensuite à des possibilités éducatives et d'emploi, etc. Or, ces débouchés peuvent se trouver à l'extérieur de la communauté, ce qui signifie que les bénéficiaires devront quitter la zone pour y accéder. La vocation des associations consiste néanmoins à mettre en œuvre sur le long terme des infrastructures organisationnelles et de développement durables, au sein même de la communauté. Lorsqu'une organisation forme des leaders potentiels mais que ceux-ci quittent la communauté, la réussite à court terme se solde en réalité par une aggravation de l'échec à long terme.

Si cette vocation spécifique n'est pas clairement établie, l'introduction des TIC risque de favoriser les objectifs à court terme de perfectionnement individuel, au détriment des objectifs à long terme de développement durable de la communauté. L'impact des TIC sur les effets individuels de l'exclusion sociale peut alors être jugé positif, mais les causes sous-jacentes de cette exclusion se trouveront de fait renforcées.



Considérant ces points, une grande partie du travail de Nexus à cette interface a consisté à aider les associations et les groupes à clarifier leurs objectifs, en évaluant leurs besoins et en identifiant les obstacles. Dans cette optique, les TIC sont introduites parce qu'elles permettent de faire face à des problèmes spécifiques, et non parce qu'elles sont censées résoudre tous les problèmes. Les deux projets présentés en détail ci-dessous illustrent cette différence cruciale.

Le projet CEDIS

Le projet CEDIS (*Community Empowerment through Distance Training in the Information Society*: Autonomisation locale grâce à la formation à distance et à la société de l'information) est un projet financé par l'Union européenne lancé en 1997. Il s'est concrétisé, en Grèce, par la création d'un réseau reliant différentes ONG dans le domaine de l'environnement et par un apport d'aide et de formation; à Rome, par la mise à disposition de matériels et de ressources permettant aux travailleurs immigrés de développer des applications Internet; en Irlande, par une collaboration avec les projets de développement local en vue d'identifier les besoins en matière d'apprentissage et de mise en réseau. Nexus assure la supervision globale du projet, tandis que le travail effectué en Irlande est géré par le réseau *Community Media Network*.

Les projets de développement local en Irlande (*Community Development Projects*, CDP) regroupent des initiatives locales indépendantes engagées dans la lutte contre l'exclusion et dans l'autonomisation des communautés locales. Les projets sont financés par le gouvernement irlandais dans le cadre du Programme de soutien au développement local qui relève du ministère des affaires sociales, communautaires et familiales. Les besoins apprenants des projets sont concrets. Ils concernent les objectifs spécifiques de chaque organisation et les moyens de garantir l'efficacité et l'impact des activités entreprises. En tant que tel, ce programme constitue l'un des plus importants dispositifs permettant d'offrir des réponses de formation et d'éducation adaptées aux individus les plus menacés d'exclu-

sion sociale dans les zones économiquement défavorisées du pays.

Le projet CEDIS a collaboré avec une trentaine de CDP environ, parmi les deux cents répartis sur l'ensemble du territoire. Chacun d'eux a été équipé en matériel et doté d'une connexion Internet et d'un accès ISP, en fonction de ses besoins. L'essentiel du travail a toutefois consisté à évaluer les besoins d'un point de vue pragmatique. Des ateliers participatifs ont été organisés, puis un petit nombre de projets s'est lancé dans le développement d'applications pratiques telles que des bases de données en libre accès centralisant l'offre d'expertise extérieure, des groupes de discussions, des sites web, etc. En résumé, le processus a consisté d'abord à déterminer collectivement les besoins, puis à renforcer les capacités permettant d'utiliser efficacement les TIC pour répondre à ces besoins. Dans ce contexte, le succès des initiatives de formation et d'éducation était conditionné par un certain nombre de facteurs.

□ En premier lieu, il est apparu que le recours aux TIC pour résoudre des problèmes spécifiques de développement se traduisait à terme par une utilisation plus efficace et ciblée des technologies dans toutes les activités de développement, y compris celles se rapportant à la conception et à la mise en œuvre d'initiatives de formation, d'éducation et de sensibilisation sociale. Ce qui se présentait au départ comme une application limitée visant à soutenir une tâche concrète ⁽¹⁾ a souvent débouché sur une intégration réussie des TIC dans toutes les facettes des activités des projets. Cela a incité certains d'entre eux à se doter d'un service interne de TIC, afin d'optimiser les matériels, les ressources humaines et la formation. Deux des projets ayant réussi dans cette voie sont à présent en mesure d'assurer des formations sur des sujets variés à l'intention de leur communauté.

□ En second lieu, l'avantage réel – faisant la «différence» – offert par les options TIC se rapportait très largement au gain de flexibilité et de réactivité généré par leur utilisation. L'introduction réussie des TIC dans les projets était d'abord basée sur la recherche des applications de TIC susceptibles d'apporter des solutions à certains besoins et enjeux spécifiques du projet.

(1) Le cas des projets souhaitant entrer en contact avec d'autres pour échanger des informations de base et pour discuter et partager leurs expériences dans le domaine de la réhabilitation urbaine et du développement local illustre parfaitement ce point.



De même, la conception et la mise en place de cours de formation et d'éducation visaient à répondre aux besoins spécifiques des groupes cibles en assurant une prestation adéquate dans les limites des capacités du projet en termes de formateurs, de modules, de méthodes de formation, etc. Ce préalable essentiel et fondamental illustre l'une des facettes les plus fécondes des applications de TIC, s'agissant de groupes et de zones d'exclusion sociale. La démarche, ou le processus de développement local, suivis par les projets exigent que les réponses ou les initiatives locales soient solidement ancrées sur une bonne compréhension de la situation locale, de ses forces, de ses faiblesses et de ses possibilités. Elle s'est effectivement traduite par un éventail très large d'activités et de thématiques de développement ⁽²⁾ et donc, par un apport spécifique en termes de formation et d'enseignement professionnels. L'accès aux bases de données de formateurs et aux structures de coopération avec les prestataires aide considérablement les projets à identifier, à concevoir et à assurer des actions de formation et d'éducation adaptées aux besoins locaux.

L'autoévaluation et la planification stratégique dans le cadre du programme de développement local

Nexus a ensuite collaboré avec tous les projets de développement local (CDP) relevant du programme de soutien au développement local cité ci-dessus pour mettre en place des systèmes de contrôle et d'évaluation. À partir d'un modèle antérieur expérimenté dans plusieurs contextes de développement local, Nexus et les CDP ont travaillé en étroite collaboration pour concevoir un système permettant aux projets de suivre les progrès accomplis dans tout le pays et d'évaluer l'impact de leur travail en fonction de critères déterminés en accord avec toutes les parties prenantes. Ce travail a été réalisé dans le cadre d'une évaluation globale du programme de soutien au développement local, entreprise par Nexus en 1999 et publiée officiellement par le ministère des affaires sociales, communautaires et familiales en 2002. Le processus d'autoévaluation s'est toutefois

prolongé au-delà de la période d'évaluation externe et il constitue aujourd'hui un outil opérationnel et consolidé pour suivre les activités des projets et du programme.

Lors du processus de soutien à l'autoévaluation, un certain nombre d'outils d'évaluation ont été introduits. Des questionnaires sur support papier permettent ainsi de recueillir des données hiérarchisées, de nature quantitative et qualitative. Cette information apporte aux projets, à leurs sponsors et aux évaluateurs une meilleure connaissance des projets, de leurs activités et de leur portée. Les données étant hiérarchisées et en grande partie de type quantitatif, il est possible d'en extraire une analyse cumulée. Par exemple, on peut dresser le bilan de tous les projets d'une région donnée, ou bien de ceux qui concernent uniquement la communauté des gens du voyage. Cela facilite la compréhension, l'évaluation et la gestion au niveau du programme.

Les projets ont dû se soumettre à une phase intensive d'apprentissage lorsque le système d'évaluation et de contrôle a été intégré dans le travail et la gestion quotidiennes, afin de pouvoir exploiter les instruments qui avaient été élaborés sur support papier. Il est très vite apparu que ce processus pouvait être grandement facilité par le recours aux TIC.

Nexus travaille actuellement avec les projets à la mise au point d'un logiciel permettant de former les projets à l'utilisation des outils d'évaluation et de leur fournir un support d'aide. Ce logiciel est programmé à partir de bases de données et de programmes informatiques grand public: il est prévu de l'héberger ensuite sur une plate-forme web. Le logiciel sera distribué à tous les projets CDP du pays afin de les aider dans leur travail.

Le cas des CDP fournit un bon exemple d'utilisation réussie des TIC dans un contexte de développement et d'autonomisation locales. Plusieurs raisons peuvent expliquer son succès:

□ le processus était déjà en place avant l'introduction des TIC (ou à l'intention de les introduire). Le processus avait fait ses preuves et les projets concernés s'en sentaient «responsables»;

⁽²⁾ Les enjeux de développement visés par ces projets concernaient, par exemple, des coopératives de conchyliculture sur le littoral occidental de l'Irlande, la gestion de l'habitat, l'aide aux toxicomanes dans certaines communautés urbaines importantes...



□ le processus était susceptible d'être *exécuté* grâce aux TIC. Comme nous l'avons vu, il s'agissait du traitement d'informations hiérarchisées et pour une grande part quantitatives. Par conséquent, il était possible de faire exécuter au moyen des TIC le processus existant, sans qu'aucun des éléments qui l'avaient rendu acceptable pour les projets ne soit perdu ni transformé au point de devenir méconnaissable. Cela n'est pas toujours possible, et il importe de bien comprendre ce qui risque d'être perdu lorsque l'on envisage de recourir aux TIC dans un contexte de développement local;

□ le processus était susceptible d'être *enrichi* grâce aux TIC. Ces dernières permettent notamment d'ajouter des items tels que les systèmes d'aide ou les informations contextuelles, ce qui n'est pas le cas des supports papier. De plus, bien entendu, elles facilitent les transmissions de données entre les projets;

□ point très important, l'utilisation des TIC (et le processus qu'elles soutiennent) facilite le travail des bailleurs de fonds et des administrateurs du projet, ce qui peut les inciter à soutenir et à encourager le projet. Les TIC facilitent considérablement les tâches de gestion et d'évaluation du programme. La construction et l'alimentation d'une base de données pour les besoins du programme, dotée de fonctions d'interrogation et d'analyse, sont une condition primordiale à cet égard. Cette base de données est une conséquence naturelle de l'introduction des TIC au niveau des projets;

□ les réseaux d'acteurs pouvant bénéficier du soutien offert par les TIC sont déjà opérationnels. Les forums de niveau régional et national auxquels ces acteurs participent sont également en place;

□ la technologie utilisée par les projets est accessible et connue, de sorte qu'aucun investissement important n'est requis en matière de technologie ou de formation. Ce point est capital s'agissant de projets opérant avec des crédits limités et souvent plus qu'ajustés;

□ l'infrastructure existante suffit amplement. Une connexion à haut débit n'est pas indispensable. Si cela avait été le cas, les projets opérant dans les zones rura-

les du pays seraient automatiquement exclus.

Les fonctions d'évaluation et de planification stratégique ont été améliorées aussi bien au niveau des projets que du programme national. En ce qui concerne le programme CEDIS, l'introduction des TIC dans la culture et le fonctionnement courant des projets aura sans aucun doute un effet positif sur la mise en œuvre des initiatives de formation et d'éducation. Le rôle joué par la formation et l'éducation dans l'action des CDP ressort clairement des informations fournies par les projets lors du processus d'évaluation. Par exemple, entre 1996 et 1999, 38 projets (sur 83 au total) ont assuré des cours de formation, 25 ont assuré des cours de sensibilisation et de développement personnel et 27 autres ont assuré des cours d'éducation pour adultes. Plus de 7500 personnes ont participé à ces cours. Les formations les plus courantes concernaient la gestion de l'habitat, la santé et le développement local. Les cours pour adultes comprenaient notamment des cours d'alphabétisation ou des cours dans le domaine de la santé et des services sociaux. Les cours de sensibilisation sociale portaient sur les arts au niveau local, la communication et la démocratie locale.

Certaines observations semblent indiquer une tendance croissante des projets à exploiter le potentiel évident offert dans ce contexte par l'apprentissage entre pairs. Grâce à la base de données du programme (à ce jour expérimentée dans une seule région), les projets ont pu identifier des compétences et expériences particulièrement intéressantes mobilisées par d'autres projets de la région et mettre en place une coopération active afin de concevoir avec eux des initiatives de formation adaptées à leur propre communauté ⁽³⁾.

Impact politique

La conception et la mise en œuvre d'initiatives de formation et d'éducation efficaces destinées aux groupes et aux communautés les plus défavorisés ont un autre effet particulièrement significatif et intéressant sur le long terme. En effet, les relations entre le secteur irlandais du développement local en général (et le programme de développement local en par-

⁽³⁾ Deux exemples de ce type de coopération ont déjà démarré, l'un consacré à la gestion locale de la protection de l'enfance et l'autre à la formation contre le racisme et en faveur de la promotion de l'égalité.



ticulier) et le secteur réglementaire connaissent actuellement une période de transition. Ce changement, particulièrement visible dans les dernières lois visant à recadrer ces relations, concerne l'interaction entre l'expérience locale, d'une part, et les politiques et les pratiques conventionnelles du service public, de l'autre. Par exemple, en ce qui concerne le domaine de l'éducation et de la formation, trois CDP ont observé une évolution de la réglementation par rapport aux prestations éducatives assurées par les communautés locales, suite au succès rencontré par les programmes éducatifs gérés par les projets. Dans deux cas, le Comité local de la formation professionnelle s'est engagé à reprendre le programme qui avait été créé localement; dans le troisième cas, les pouvoirs publics ont fourni des locaux et des ressources afin de soutenir la pérennité des activités.

L'intention des autorités nationales est de tirer le meilleur profit des leçons et des expériences actuellement émergentes dans le domaine de l'action en faveur des communautés et des zones défavorisées, en accordant une attention particulière aux moyens d'améliorer le contenu et la prestation des services publics conventionnels. L'impulsion créée par la planification, l'évaluation et la mise en réseau

soutenues par les TIC a encouragé les projets à réfléchir sur leurs expériences et enseignements et à diffuser cette réflexion au sein du programme de développement local, mais aussi à l'extérieur. La récente création (en 2002) des Comités de politique régionale devrait favoriser le rapprochement entre les formations sur le terrain et l'offre du système général, grâce notamment au forum déjà opérationnel qui permet d'analyser et de tirer les enseignements des problèmes particuliers relatifs à l'offre de formation et d'éducation.

Un tel impact positif, auquel s'ajoutent ceux évoqués précédemment concernant le projet CEDIS et les projets de développement local, n'aurait pas été envisageable si l'approche adoptée avait été impulsée ou propulsée par une orientation purement technologique. Au contraire, les bénéfices sont multipliés lorsque la démarche associe les aspects positifs du développement local (élaboration collective de réponses appropriées à des besoins identifiés au niveau local) aux aspects intrinsèquement avantageux des TIC (capacité de générer rapidement et efficacement des solutions potentielles adaptées aux problèmes, sans limiter les possibilités de recherche, mais au contraire en les élargissant).